

Droits de douane : l'impossible promesse de l'Europe sur l'énergie

L'accord trouvé entre Washington et Bruxelles prévoit des achats de 250 milliards de dollars de produits énergétiques américains par an. Ce qui triplerait le niveau actuel. Un compromis aux contours flous mais qui semble impossible à atteindre.



Pour atteindre les 250 milliards de dollars par an, il faudrait que les Etats-Unis exportent vers l'Europe la totalité de leur GNL. (Lindsey Janies/Bloomberg)

Par **Nicolas Rauline**

Publié le 29 juil. 2025 à 06:35 | Mis à jour le 29 juil. 2025 à 09:44



Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Les calculatrices sont de sortie chez tous les experts de l'énergie. Et, même en

additionnant les choux et les carottes, difficile de tomber sur les 750 milliards de dollars d'achats en énergie (250 milliards par an sur les trois prochaines années) prévus par [l'accord entre l'Union européenne et l'administration Trump](#).

Pour situer l'ampleur de cet accord, un coup d'oeil sur les ordres de grandeur actuels suffit. En 2024, les importations énergétiques de l'Union européenne ont atteint 375 milliards d'euros, selon les chiffres de la Commission. Les Etats-Unis, qui sont déjà devenus ces dernières années l'un des principaux fournisseurs de l'Europe, ont expédié vers le Vieux Continent pour près de 76 milliards d'euros de produits énergétiques l'an dernier. Pour atteindre le montant annoncé, il faudrait donc que la part des Etats-Unis passe de plus de 20 % aujourd'hui à 67 % des importations européennes - avec des prix stables par rapport à l'an passé.

« Lier l'avenir énergétique de l'Europe aux Etats-Unis comme principal fournisseur compromet la stratégie de sécurité énergétique du bloc, ancrée dans la diversification d'approvisionnement, le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique », souligne Aymeric Kouam, analyste chez Strategic Perspectives.

Compenser l'arrêt du gaz russe

Dans le détail, les Etats-Unis ont déjà fourni à l'Europe, l'an dernier, plus de 16 % de ses besoins en pétrole brut et plus de 45 % de ses besoins en gaz naturel liquéfié (et même plus de 50 % sur la première moitié de l'année 2025). L'Europe a ainsi acheté pour 42 milliards d'euros de pétrole brut américain et 15 milliards d'euros de GNL américain. Auxquels il faut ajouter plus de 10 milliards d'euros de produits pétroliers transformés (essence, diesel, etc.), près de 3 milliards d'euros de charbon et quelques centaines de millions d'euros d'uranium.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE – Droits de douane : ces secteurs qui rient, ceux qui pleurent et les autres qui attendent**
- **ZOOM – Droits de douane : les zones d'ombre qui persistent après l'accord entre les Etats-Unis et l'UE**

L'une des marges de manoeuvre dans les négociations aura été de compenser l'arrêt des importations en provenance de Russie. L'an dernier, cela représentait encore, pour l'Europe, plus de 20 milliards d'euros, essentiellement en gaz par gazoduc pour l'Europe de l'Est, en GNL et en produits pétroliers. En ajoutant ces volumes à ceux importés des Etats-Unis, on atteindrait près de 100 milliards d'euros. Et encore, la [fin des importations de Russie n'est programmée qu'en 2028](#), et ne concernerait donc que partiellement les deux prochaines années...

Il n'est pas certain non plus que les producteurs de gaz et autres raffineurs américains pourront fournir l'ensemble de ces volumes aux Européens, à court terme. Certains projets de GNL vont bien [entrer en service dans les mois qui viennent](#), outre-Atlantique, mais de manière graduelle.

Un problème de demande, mais aussi d'offre

La question de l'offre américaine se pose sérieusement. L'an dernier, les Etats-Unis ont exporté près de 1,5 milliard de barils de pétrole brut. En prenant une estimation de 70 dollars le baril - la prévision moyenne des analystes sur 2025 et 2026 - l'ensemble des exportations américaines de brut pèserait donc environ 105 milliards de dollars. En prenant la même méthodologie sur le gaz, les exportations américaines dans ce domaine atteindraient les 55 milliards de dollars. Et celles sur le charbon dépasseraient à peine les 10 milliards. Il faudrait donc, pour atteindre les fameux 250 milliards, ajouter à tout cela la quasi-totalité des produits pétroliers raffinés par les Etats-Unis... Ce qui ne serait pas sans conséquences sur les marchés mondiaux.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE – Gaz naturel liquéfié : l'Europe en plein casse-tête**

Il faut enfin rappeler qu'avec ce niveau d'importations en provenance des Etats-Unis, l'Europe aurait bien du mal à tenir ses objectifs climatiques. Tous les scénarios européens, jusqu'ici, anticipent en effet une baisse des consommations de charbon, de pétrole et de gaz, a priori incompatibles avec de tels engagements commerciaux.

Le précédent chinois

L'origine du chiffrage va donc continuer à alimenter les réflexions. Plusieurs hypothèses circulent pour le justifier. Tout d'abord, l'administration américaine pourrait avoir gonflé le prix du baril dans ses prévisions. Elle pourrait aussi avoir fait une demande « à la louche » en observant les niveaux de consommation actuels.

Enfin, le ministre au Commerce extérieur, Laurent Saint-Martin, a évoqué l'ensemble des contrats commerciaux entre énergéticiens. Ce pourrait être une piste... sauf que ces contrats ne présagent en rien de la destination effective des produits. Quand un trader achète du gaz américain, il le livre au plus offrant, que ce soit en Europe, en Asie ou ailleurs. Quand les compagnies européennes Shell, TotalEnergies, Engie ou BP achètent des produits énergétiques aux Etats-Unis, ce n'est pas l'Europe qui le fait.

LIRE AUSSI :

- **Le GNL, nouvel élément perturbateur des relations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis**

En réalité, ces 250 milliards par an rappellent davantage le précédent chinois. En décembre 2019, en pleine désescalade de la guerre commerciale lancée par Donald Trump lors de son premier mandat, la Chine s'était engagée à acheter pour 200 milliards de dollars supplémentaires de produits énergétiques dans les deux ans. Ce n'était jamais arrivé et les flux vers la Chine s'étaient même tassés, à un niveau inférieur à celui d'avant 2017...



La Story

Europe-Etats-Unis, la guerre du GNL

[Partager](#)

[+ Suivre](#)

[Acast](#)



26 juin 2025 • 21 min • [Écouter plus tard](#)

[Conditions d'utilisation](#)

Nicolas Rauline

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

TotalEnergies	Engie	Commerce International	Guerre Commerciale	Énergies renouvelables	
Matières premières	Pétrole et gaz	Bourses	Environnement	Donald Trump	Russie